

FREXIT : SORTIR DES MENSONGES POUR REDRESSER LA FRANCE (ARRAS 2026)

85 min · Les Patriotes

Alors, bah écoutez, merci, bienvenue à tous pour cette première table ronde consacrée à la sortie de la France de l'Union Européenne, intitulée « Frexit, sortir des mensonges pour redresser la France », tant il est vrai qu'il y a évidemment un lien direct entre notre appartenance à l'Union Européenne, à laquelle nous avons délégué l'essentiel de nos politiques pour ne pas dire toute notre politique, et notre déclin. Et puis ce n'est pas un mot en l'air, chacun le sent, chacun le voit, on peut objectiver les choses. Moi, j'aime bien prendre comme borne chronologique le début des années 90, c'est -à -dire avant Maastricht, et qu'est -ce que l'on observe pour ce qui est de la situation globale de la France ? Eh bien que notre PIB est passé du 4e au 7e rang mondial, que nous sommes tombés en termes de PIB par habitant à la 22e place, notre part dans le commerce mondial est passé de 6,5 % à à peine plus de 2 % aujourd'hui, et même notre agriculture, qui a toujours été une force de la France, est passée du 2e rang mondial au 6e rang aujourd'hui, et même au niveau européen, on est 4e en termes de valeur d'exportation agricole, ce qui est absolument lamentable, et ce qui montre à quel point l'Union Européenne est néfaste, c'est -à -dire que normalement, même avec une mauvaise politique, l'agriculture française, par ses fondamentaux, que ce soit son territoire ou son climat, n'aurait jamais dû décliner. Eh bien l'Union Européenne a réussi l'exploit, car s'il est bien une politique européenne par excellence, c'est la politique agricole commune, à faire chuter notre pays, c'est -à -dire à tordre la terre et le ciel, c'est quand même absolument lamentable. Et donc cette Union Européenne qui nous est sinéfaste, eh bien c'est le grand absent du débat public, c'est l'éléphant au milieu de la pièce dont personne ne parle jamais, à l'exception des souverainistes, et sur ce point aussi, notre pays se distingue négativement des autres pays européens. Il y a chez nous comme une alliance entre les médias et les partis du système, auquel on peut complètement rattacher le Rassemblement National aujourd'hui, pour ne pas parler de la question européenne. Et c'est particulièrement vrai en France, et moins vrai dans les autres pays, je pense notamment au Royaume -Uni, où le débat était si intense qu'ils ont eu un référendum et qu'ils sont sortis de l'Union Européenne. Je pense aujourd'hui à l'Allemagne, où le premier parti d'opposition, et même en réalité aujourd'hui le premier parti, si l'on se réfère aux dernières élections, l'AFD, créé en 2013, créé sur la question de la sortie de l'euro, est un parti d'exciteur. Au passage, au s'agissant de l'AFD, vous voyez bien, parti créé en 2016 sur la question de la souveraineté, il n'y a aucune continuité avec le nazisme pour répondre à certaines caricatures qui ont été faites dans les médias ces derniers temps. Et donc, la France apparaît, voilà, sur ce point aussi, plus en retard que les autres, le débat n'y est pas du tout mature, et évidemment, partis politiques et médias y concourent largement. Et puis l'autre thème de terme de cette table ronde, on parle des mensonges au pluriel, je ne sais pas si on est qui passe les concours, mais c'est important de définir les termes du sujet, eux, ils sont effectivement de tous ordres également, il y a les mensonges sur la construction européenne en tant que telles, les mensonges sur l'origine du projet, les promesses qui ont été faites au cours du temps en son nom, qui se sont toutes avérées fausses, il y a les mensonges sur le Frexit, les caricatures qui sont faites sur le Frexit, comme on en a connu sur le Brexit, et puis, j'allais dire, mensonges aussi par omission, puisque le vrai problème du Frexit, c'est qu'en réalité, on n'en parle pas, le sujet est complètement tabou, et puis il y a les mensonges qui synthétisent tous ceux que je viens de dire, de la part des mouvements qui prétendent pouvoir contourner la question européenne, quand celles -ci arrivent à se faire un chemin jusqu'à leurs oreilles, ils vous sortent des solutions complètement stupides et ineptes, tout ça pour ne pas affronter en face et aboutir à la seule

conclusion, en réalité, il existe, c'est que pour redresser la France, évidemment, il faut sortir de l'Union européenne, mais enfin, c'est l'objet de notre discussion du jour. Alors, de tout cela, nous allons parler avec mes invités, que je m'empresse de vous présenter, alors, Guilain Bénessa, avocat, docteur en droit public, enseignant à l'Université de Strasbourg, vous avez écrit dernièrement Nos vrais maîtres, qui revient sur le rôle des juristes et des hommes de l'ombre des courses européennes dans les avancées du projet européen, et cette ouvrage rejoint vos autres ouvrages, il y a quand même une ligne conductrice, et qui expose la manière dont par le droit, l'Union européenne s'est faite contre les peuples. Autre intervenant, Pierre -Yves Rougeron, merci Pierre -Yves, populaire, alors, essayiste, éditeur, tu es le président co -fondateur du Cercle Aristote, tu diriges également les éditions Perspectives Libres et tu animes, depuis cette semaine, c'est ton actualité, La Matinale d'Homerta, on te souhaite du succès, et tu as également travaillé au Parlement européen, et donc, ça peut dire que tu connais la machine de l'intérieur. Ensuite, je vous présente Philippe Murer, merci Philippe, économiste, spécialiste des marchés financiers, tu as été trader, alors tu n'es pas notre Jerome Carviel, mais tu as notamment travaillé avec Jacques Sapir sur la sortie de l'euro, tu as été conseiller économique de Marine Le Pen pendant un temps et tu es aujourd'hui président fondateur du mouvement politique citoyen, qui se bat naturellement pour le Frexit, merci Philippe, et enfin, Eric Villain, à ma droite, ancien conseiller régional de Lorraine, puis de la région Grand -Est, tu as longtemps milité au Front national avant de suivre Florian Philippot lors de son départ du parti en 2017, et de participer à l'aventure des patriotes, tu es donc un compagnon de route de la première heure, tu as publié en 2026, Pléidoyer pour un divorce, un ouvrage consacré évidemment à la question du Frexit, alors même si divorce fait écho à la notion de couple, que l'on applique plus aux couples franco -allemand, mais il s'agit bien là d'un divorce avec l'Union européenne, et donc nous reviendrons avec toi sur la jeunesse de cet ouvrage, merci beaucoup Eric. Alors, on va attaquer cette table ronde avec vous, Guilain Bénessa, alors vous êtes juriste, souvent le droit, on considère que c'est un sujet un peu aride, mais je suis sûr que vous allez rendre cela très intéressant, et de toute façon c'est absolument essentiel pour comprendre ce dont on parle, et il se trouve qu'il y a actuellement une, à dire, une controverse de droit, au sujet de la supériorité du droit européen sur le droit national, y compris constitutionnel, pour certains juristes et politiques de mauvaise foi, je pense ici aux rassemblements nationales, le moyen qu'ils prétendent avoir trouvé pour contourner la question européenne serait de mettre dans la constitution, qui est basiquement au sommet de l'ordre juridique, la notion que le droit national est supérieur au droit européen pour contourner le problème européen. Alors, qu'en penses -tu ? Pourquoi les choses ne sont pas aussi simples ? Que ne comprennent -ils pas sans jugement, ou plutôt que font -ils exprès de ne pas comprendre ? Quel cas vous pouvez les juger très sévèrement sur la manière dont le droit européen s'est construit au fil du temps

? Bon, alors on va commencer cette journée par du droit, et je m'en excuse, puisque il n'y a rien plus rébarbatif vu de l'extérieur que des règles européennes. Les règles, parce que par principe elles sont ennuyeuses, et j'en sais quelque chose, je vis avec et j'en vis partiellement, et parce que l'Europe est fondée exclusivement, c'est un vaste débat que beaucoup de gens connaissent ici, sur le droit, en fait sur le droit et l'économie, c'est quand même les deux mamelles du mammifère européen, européiste, fédéral, etc. Bref, ça veut dire que, et c'est mon angle depuis maintenant longtemps, j'aurais pas cru le dire comme ça, j'ai mis du temps moi -même à m'en rendre compte, qui maîtrise le droit maîtrise le pouvoir, le reste c'est la littérature. Donc ça veut dire que la bataille est juridique, la bataille sera juridique, et la bataille du coup est volontairement juridique, parce que plus elle est juridique, plus elle est gagnable par ceux qui maîtrisent la règle. C'est pas compliqué, une règle c'est chiant, personne ne va voir, personne ne jette jamais un œil sur un alinéa, à part les fabricants de règles, ça veut dire que ceux qui produisent, décident, font, ordonnent, poursuivent, à partir de jurisprudence, de règles, etc. Bref, c'est très grossièrement la situation, et ce qui se passe aujourd'hui pour répondre clairement à la question, c'est qu'on cherche des pare -feux, des pare

-feux, des sortes de firewalls informatiques, pour tenter de démystifier, de trouver, une sorte de dénicher un trou de souris, pour annuler, contrôler, régler, réglementer, dire, bref, trouver quelque chose pour dire que l'Europe s'arrête là, pour dire que maintenant c'est fini, maintenant c'est chez nous. Et ce mystère -là, cette recherche d'un pare-feu, elle se trouve maintenant partout. Je prends juste un exemple pour sortir de l'affaire de l'article 55 de la Constitution. Michel Barnier, ancien commissaire européen, parlait déjà d'un bouclier constitutionnel. Il fallait réserver une partie de la France à la France, que l'Europe ne grignote pas. Et le plus fondamental pour moi, la véritable porte de sortie, c'est peut-être personnel, mais j'en suis de plus en plus convaincu, c'est de comprendre ce qui se joue avec le rapport de primauté. Parce que cette primauté -là, on en parle beaucoup. Je veux dire, il y a quelques années, le débat sur la primauté est un débat de geeks du droit, réservés à la salle 312B de la deuxième institution, dans laquelle personne ne rentre jamais. Maintenant, les journaux en parlent. La primauté contre la souveraineté, d'un côté l'Union européenne, de l'autre côté la souveraineté française. L'engloutissement sous la bannière de la souveraineté européenne. Là où c'est passionnant, et là où pour moi le débat est bien plus profond que ce qu'on dit, et là où tout le monde soit ment, soit n'a pas déniché le problème, soit a laissé les choses sous le tapis depuis 60 ans sans interruption, c'est de comprendre ce que c'est la primauté. Il faut savoir ce que c'est. La primauté, c'est pas un artifice formidable, c'est pas une merveille, c'est pas un totem, c'est pas une magnificence qui fait que l'Europe a le droit de tout, c'est ce qu'elle nous dit tous les jours. Maintenant je vais raconter une rapide histoire pour répondre à cette question, une toute petite histoire. C'est une toute petite histoire, c'est rien, c'est une... c'est un détail de l'histoire comme on disait jadis ou comme Jean-Marie Le Pen l'avait dit sur un tout autre sujet. Nous sommes, nous sommes, j'essaie de placer le contexte, on se trouve dans une petite institution que personne ne connaît dont tout le monde se fout, qui s'appelle la Cour de justice des communautés européennes, les juges européens. Nous sommes en 1963. Cette cour de justice a lieu, se déroule, à comment dire, siège, dans un demeure particulier, caussu, bourgeoise, dans le parc municipal de Luxembourg. Personne sait ce qui s'y passe, tout le monde s'en fout. D'accord, avec quelques greffiers. Je veux dire, il faut imaginer, c'est balbutiant, c'est rien du tout. Ça ne pèse rien, ça ne pèse rien. Là-dedans vous avez un français. Parce que souvent parmi les traîtres, les français sont légion. Vous avez un français, un français qui s'appelle Robert Lecour. Un Robert Lecour qui aujourd'hui, à part certains, personne s'en souvient. Il était plus ou moins, il a quand même rallié la résistance durant la seconde guerre mondiale, on peut pas l'y enlever, tout de même. Il a été ministre sous la quatrième république de multiples fois, mais il a un ennemi juré qui s'appelle Michel Debré, premier ministre du général de Gaulle. Pourquoi je vous raconte cette histoire ? Parce que Robert Lecour, pour d'obscures inimitiés, petites hostilités et règlements de compte de pouvoir, Robert Lecour qui est juge de formation, il va être nommé par le gouvernement de Gaulle, à la Cour de justice des communautés européennes, c'est -à-dire juge européen pour la France. C'est le juge français qui va siéger parmi les juges européens en 1963. Donc ce Robert Lecour, qui n'est pas médiatique, qui n'est pas le ministre le plus connu, rejoint les juges européens en 1961, 1962, 1963. Bref, pourquoi je vous raconte cette histoire ? Parce que cette fameuse primauté européenne, dont le Figaro, le Monde, les journaux, les partis, Marine Le Pen, tout le monde parle. Tout le monde, Star Rachnafou avec l'article 55, tout le monde en parle. En 1963, ce petit bout d'homme, ce petit bout de juge, dont tout le monde a oublié aujourd'hui l'existence, a fait un travail de propagande et d'antrisme au sein de cette petite structure dont on ne savait rien qui s'appelait la Cour de justice, pour créer un instrument que personne n'a compris à l'époque, qui s'appelait la primauté, pour verrouiller le fédéralisme dès les années 1963-1964 dans l'obscurité d'une institution où personne ne jetait un œil, même pas le gouvernement français. En gros, on l'a casé là-bas parce que c'était l'emmerdeur numéro un et qu'on s'est dit, ce n'est pas très pratique de l'avoir à Paris, on met Robert Lecour à Luxembourg, ça va nous arranger. Voilà le calcul de Michel Debré et du général de Gaulle. Le cour arrive, il fait de la propagande, il va réussir à séduire et à rallier d'autres juges auprès de lui, ils sont

une toute petite clique, ils sont quelques -uns, c 'est une poignée de gusse perdue avec quelques greffissés de tout, et ils vont donner naissance dans toute cette opacité au principe de primauté. Pourquoi je dis ça et je réponds clairement la question ? Nous, tous, apprenons tous les jours dans cette espèce de bain propagandiste invraisemblable qu 'il y a les grands juges européens qui ont donné naissance à la primauté avec un arrêt Costa contre Enel, arrêt qu 'Erik Zemmour commente et c 'est l 'un des rares à le faire depuis longtemps tous les quatre matins. Sarah Knafo en parle, d 'autres en parlent, Florian Philippe vous en parle, on connaît cette leçon. Mais personne ou presque n 'a mis la main là -dedans pour qu 'on se rende compte que ce principe était illégal, il n 'existait pas dans le traité de Rome, illégitime, personne n 'en voulait, les juges eux -mêmes ont à l 'époque timidement dit à Le Cour, c 'est peut -être pas une très bonne idée, donc c 'est vraiment lui qui l 'a imposé, et troisièmement, ça veut dire que c 'est une création en bout de course sous l 'égide d 'un homme dans ces conditions particulières. Ça, ça veut dire quoi ? Enfin, le mot de l 'histoire, je vous donne la morale de cette fable historique, c 'est que la primauté n 'existe que parce que c 'est un coup d 'état. La primauté n 'existe que parce qu 'on la valide tous les jours alors qu 'elle n 'a pas à y être. La primauté existe parce que les gens qui l 'ont fait exister à l 'époque l 'ont fait selon une conspiration voulue, assumée, construite comme telle pour faire que 60 ans plus tard, on ne remonte pas à l 'erreur source. Concrètement, ça veut dire quoi ? Ça veut dire que si vous modifiez un petit bout de l 'article 55, que vous me trouvez une petite chose à modifier dans la lignée A 312 B, que vous commencez à m 'expliquer qu 'on va inventer un article 89 3 prime et je connais les juristes, j 'en fais partie, vous n 'arriverez jamais à contrer des gens qui ont fondé leur pouvoir sur un coup d 'état occulte perpétré par quelques juges qui ont cru à l 'époque qu 'il fallait enterrer le général de Gaulle alors même qu 'il était encore en place. Ça signifie quoi ? Soit vous prenez l 'erreur source à la racine et vous dites que la primauté n 'a pas à exister et vous faites de manière d 'en sorte d 'en arrêter les effluves, les intermoiements, les tentacules aussi vite que possible, soit vous rentrez dans une guéguerre juridique, article contre article. Tranquillement, sympathiquement, je connais ces gens, c 'est mon environnement. Je vous assure que demain, ce n 'est même pas la peine d 'aller au combat parce que de toute façon, votre pouvoir va être rayé de la carte par des gens qui pratiquent ce coup d 'état, l 'ont perpétué et l 'ont légitimé depuis 60 ans. Je pense qu 'on précisera tout à l 'heure, mais c 'est déjà une réponse un peu historique et un peu retour en arrière absolument nécessaire.

La démonstration est très claire et de toute façon, on l 'a vu dans l 'exercice, c 'est -à -dire que depuis Satore -Costa et ensuite, il y avait des décisions très récentes de la Cour de justice européenne, 2013, 2021, 2022, dans des contentieux qui opposaient donc des particuliers aux États et qui, à chaque fois, ont écarté une norme constitutionnelle au profit d 'une norme européenne. Et la rédaction des réponses de la CGE, des décisions, disait très clair, c 'est le juge national à l 'obligation d 'écarter une norme, y compris constitutionnelle, quand celle -ci compromet l 'efficacité d 'une norme européenne. Et même dans le terme d 'efficacité, je ne suis pas juriste, mais c 'est -à -dire qu 'au fond, ils vous disent, on s 'en fiche presque du texte qui s 'applique, ce qui compte, c 'est que ce que définit l 'Europe passe devant ce que définit un État national. Et ces jurisprudences, elles sont constantes, elles sont perpétuellement ignorées, Florian lui réagit très souvent, parce qu 'il faut y aller, regarder les communiqués de presse de la CGE, les médias ne font pas le boulot, mais nous, on le fait, en tant que parti politique, Florian le fait très clairement, et à chaque fois, on fait remonter ça, et on vous dit, mais regardez, donc si vous nous proposez de modifier la constitution en mettant le droit national supérieur au droit européen, ça n 'aura pas plus d 'effet qu 'aujourd 'hui, ça sera de toute façon écarté, parce que dans la pratique du droit européen, il est déjà dit que les juges, les juges de premier sens qui sont, juges de droit commun européen, doivent écarté les normes nationales, y compris constitutionnelles. Donc à partir de là, c 'est sans -issue, nous, la conclusion qu 'on en fait, c 'est évidemment qu 'il faut sortir de l 'Union européenne pour retrouver notre pleine et entière souveraineté juridique, et on voit bien, par ce que tu viens de décrire, qu 'il n 'y aurait vraiment pas d 'autres solutions, parce qu 'ils ont tissé une toile d 'araignée depuis les années 60 qui en sert,

le droit européen en sert les droits nationaux de tous les États.

Je parle juste, pour répondre vite et rapidement, après je laisserai mes excellents collègues prendre la parole, juste un petit mot, oui, évidemment, il y a une idée de... la sortie est une épreuve de force qui sera nécessaire, mais j'ajoute juste un point. La vraie question pour moi n'est pas la sortie de l'Union, je vais peut-être vous étonner, c'est de sortir l'Union européenne de la tête des gens qui nous gouvernent. Je m'explique, les juges, les juristes, l'armée de ce que nous avons aujourd'hui en place, si demain vous sortez de l'Union européenne par l'article 50, ils vont annuler votre sortie. Ils sont déjà prêts pour le faire, parce qu'ils ne veulent pas, absolument pas, que la planche puisse leur échapper. Ce qui veut dire que la question n'est pas seulement bataille d'articles ou traité contre traité, la question c'est que les gens qui sont là, moi je les vois tous les jours, vous allez dans n'importe quel barreau de France, avec n'importe quel juge de France, dans n'importe quel tribunal de France, les résistants se cachent parce que le droit européen est devenu leur artifice et leur arme de principe dans la vie de tous les jours. Sortir ça de leur tête sera une épreuve, l'épreuve la plus douloureuse, ou alors le remplacement général d'une grande partie des élites françaises depuis 60 ans. Ça, ça signifie, oui, mais ça mes amis, ça signifie que si jamais vous atterrissez au pouvoir, la vraie question qui se pose, c'est rester en vie plus de quelques jours pour réaliser les réformes. Parce qu'à mon avis, on n'en est plus du tout à des questions de Frexit.

Je vous rassure Florian, un plan en tête bien défini pour cela. Alors on va varier aussi un petit peu les thèmes. Pierre-Yves, je souhaitais t'interroger sur la question des membres... des caricatures, on l'a vu pendant le Brexit, ça a été une montagne de propagande, là je parle même chez nous, je parle de la propagande qui a été faite en France au sujet du Brexit, des caricatures qui ont été faites. Et je voulais savoir, ce sujet qui pose la question du rôle des médias alternatifs à faire contrepoids aux médias dominants, à être capable de porter un contre-récit qui en l'espèce est un récit de la vérité contre le mensonge, est-ce que les médias alternatifs sont à un niveau ? Et sur le Brexit spécifiquement, je crois que ta maison d'édition vient d'éditer un livre sur le sujet, tu peux donc du coup nous en parler puisque c'est en partie le thème.

Merci à tous, je vais me permettre de me lever, pardonnez-moi, je suis légèrement souffrant, je vais être plus à l'aise. Donc, je vais vraiment en avouer, ça ne se fait pas théoriquement, mais bon, une nécessité fait loi. Alors sur le Brexit, soyons clairs, c'est un sujet où l'opération fear, ce qu'on a dit, a été relayée jusqu'au dernier mot par les médias français. On vous a tout dit sur le Brexit, l'unité de la Grande-Bretagne était terminée, son rôle historique fini. On allait même voir la Tamise liquider la city de Londres et qui allait arriver à Paris. Rappelez-vous, la city de Londres devait arriver à Paris. Monsieur Breton, vous l'avez promis, les promesses économiques de monsieur Breton, mais oui, ça devait arriver à Paris, moralité, les bureaux sont vides. Si quelqu'un veut faire une bonne affaire, c'est maintenant. Donc, le problème, c'est que les médias alternatifs anglais ont fait leur boulot, The Spectator a fait son boulot. Est-ce qu'on a traduit ça en France ? Non. Est-ce qu'on a traduit ça en France ? Non. Je vais vous donner un exemple. Il y a eu un universitaire français pour se spécialiser sur le Brexit, c'est Jean-Michel Salmon, de spécialité, économiste spécialiste, des économies insulaires, donc des économies des îles. Ça peut aider pour la Grande-Bretagne. Je vous rappelle la phrase de Chevenement, pour comprendre les anglais, il faut comprendre que c'est une île entourée d'eau de toutes parts. Les apalissades du vieux, elles nous avaient manqué. Or, ce qu'il faut bien avoir en tête, c'est que les médias alternatifs français, et je le dis pour les collègues, ce sont tous des amis, donc que personne ne le prenne mal. Jean-Michel avait approuvé une véritable somme sur la question, et j'ai eu le plaisir de l'éditer. C'est vraiment le genre, vous savez, c'est le genre de bouquin, une fois que vous l'avez fini, si vous avez un collègue policier, vous lui offrez pour les interrogatoires. Ça a le format d'un collègue, mais prouve que ce n'est pas l'ignorance invincible. On n'a pas fait d'observatoire sur le Brexit. Vous savez pourquoi ? Parce qu'il y a toute une partie

des alternatives qui n'en veulent pas du Frexit, qui n'en veulent pas. Parce que déjà, vous avez beaucoup de gens qui ont été socialisés à gauche ou à droite et qui sont des européistes planqués. Et deuxièmement, parce que la liberté n'intéresse pas des gens qui ne veulent pas être aux affaires, qui ne veulent pas. Tout simplement parce que quand nous serons débarrassés du monstre, on aura du cambouis sur les mains. Et plus que du cambouis si ça se passe mal. Et ça, il faut en être conscient. Et je pense que beaucoup de collègues disent, écoutez, on est quand même dans une, comment dire, dans une culture de la critique. Ça tombe bien, on ne va quand même pas avoir plus d'emmerdes qu'on en a déjà. Et Dieu sait qu'on en a. Je ne dis pas ça pour relativiser les compagnes. Je les aime beaucoup, ils le savent très bien. Mais moi, je me suis heurté sur le sujet du Brexit avec beaucoup de camarades. Pourquoi vous n'en parlez pas ? Oui, mais c'est un sujet technique, c'est con, etc. Et résultat, pardonnez-moi, il y a des sujets un tout petit peu moins importants dont on a fait des gorges chaudes pendant des années, pendant des mois, voire des années. Si vous voulez, sur Farad, je rien, mais sur Brigitte, qu'est-ce qu'on n'a pas entendu ? Si vous voulez, je ne dis pas que ce n'était pas rigolo cinq minutes. Je dis qu'à un moment, si la Grande-Bretagne est soumise ou si, parce que la Grande-Bretagne est aujourd'hui au centre de l'agenda européen, la Carthage doit être détruite. Ils doivent détruire la Grande-Bretagne d'une manière ou d'une autre parce que si un pays arrive à vivre libre sans eux, c'est foutu. Il y a d'autres pays qu'ils entendent soumettre, mais ça, c'est pour des raisons de caisses. La Norvège, l'Islande, l'échec récent. Et vous en avez un dernier qui, lui, doit mourir pour la même raison que la Grande-Bretagne, c'est la Suisse, parce que la Suisse a un modèle que Bruxelles ne peut pas blairer. D'accord, OK, Bruxelles contre la liberté, on connaît. Or, ce qu'il faut bien avoir en tête, c'est que si la Grande-Bretagne venait à s'effondrer, pour nous, le chemin, ça sombrerait énormément. L'avantage, c'est que pour l'instant, on en est loin. La Grande-Bretagne ne va pas beaucoup plus mal que la plupart des pays européens. C'est le moins qu'on puisse dire. Mais, et surtout, l'acte 2 du Brexit est en pleine gestation et il porte un nom, Big Nigel Farage. J'en parle de manière inamourée. J'avais eu le plaisir de travailler avec cet homme. Mais imaginez quand face à Bruxelles, vous aurez cet homme au disant de ligne suite. Ça, ça nous facilitera énormément la tâche, parce que vous voyez, c'est pas loin la Grande-Bretagne. C'est pas loin. La liberté est au bout de la manche. Pourquoi pas nous ? Et malheureusement, parce que le sujet est un peu trop chiant et qu'on préfère un peu rigoler, on a délaissé ce sujet-là trop longtemps. Mais je suis désolé. Est-ce qu'on va vendre l'avenir de nos enfants pour un éclat de rire ? Parce que, je vous le dis sincèrement, qu'est-ce qui est le plus important ? Ce foutre de la gueule de l'équipe de Macron et de ses ennuis conjugaux, à différents degrés, ou la liberté des nations en Europe ? Et bien, malheureusement, je suis totalement conscient qu'on doit faire de l'odimate. Je suis totalement conscient que de toutes les servitudes de notre métier, ça fait des années que je les vis. Mais ce qui a fait notre force, ce qui a fait 2005, ce qui a fait le Covid, ce qui a fait le rôle de Florian pendant le Covid, ce qui a fait le rôle de tous les camarades qui sont en train de parler dans les différentes salles ici, c'est que nous sommes les plus sérieux. Et je tiens à rendre, pour terminer, un hommage appuyé à mon ami Guilain, parce qu'il a mis le débat là exactement là où il faut le mettre, c'est-à-dire le degré de technicité, de sérieux dont nous ne devons jamais nous départir. Ça n'empêche pas de rigoler un petit peu, mais j'en sais quelque chose. Combien d'entre vous me connaissent uniquement que pour mes vannes ? Mais, or, sincèrement, sur ce sujet-là, il faut arrêter de rire, parce que si, et ça ce n'est pas rien, la liberté en Europe, ça n'a jamais été toute l'Europe. La liberté en Europe, c'est un axe qui fait Londres, Amsterdam, Paris, point. Londres est libérée ou en fin de libération, autour de Paris, sinon la nuit tombera sur le continent. Merci à tous. J

'ai une petite question complémentaire à te poser. Peut-être que tu veux rester debout. Je voulais savoir, Pierre, est-ce que tu as quand même une connaissance aiguë des partis politiques français, en particulier dans un sphère souverainiste, mais on va parler d'un parti ex-souverainiste. Je voulais savoir comment tu jugeais ces mouvements, le RN pour ne pas le nommer, qui ont renoncé à la

souveraineté, alors que de nombreux contre-exemples en Europe existent, de mouvements qui sont restés fermes sur leurs positions. Je citais tout à l'heure l'AFD, mais il y en a d'autres, et qui ont connu des succès électoraux, notamment pour casser ce lien qu'il y aurait une pseudo-stratégie du RN pour gagner les élections et avoir un projet caché. Non, ils ont renoncé à leurs idées, ils ne veulent pas gagner les élections, et surtout on voit que des pays qui sont fermes sur leurs positions ont des succès électoraux encore plus forts que les leurs, sans avoir renoncé à rien. Comment tu juges ces mouvements -là et leurs pseudo-stratégies ?

On va être très simple, on va faire un appel au mort. On va faire un appel au mort. On va voir tous ceux, on vous a tous promis une grande lignée de leaders droitiers qui se sont couchés sur l'Union européenne. Bon, on va faire un appel au mort. Rappelez-vous, vous vous rappelez de monsieur Tsipras. Moi, le soir où monsieur Tsipras trahit, vidéo à l'appui, vous pourrez la retrouver. Je fais une vidéo disant le temps des Tsipras de droite est venu. Tout le monde me dit ça y est, on attendait que Rougeron débloque. On n'a pas attendu à attendre longtemps. Eh ben, on va faire l'appel au mort. Vous vous rappelez de monsieur Küns ? Monsieur Küns ? Toute la droite nous disait vous allez voir Küns. Küns en partant le dernier jour, vous savez ce qu'il fait. Il fait un selfie avec Alexander Soros, l'air de nous dire je vous ai quand même bien eu. Bon, moralité pour l'Autriche, pas de balles. Monsieur Salvini ? Pas grand chose ou rien. Madame Mélonie ? 500 000 immigrés légaux. Mais au moins, il n'y a plus d'illégaux, je les ai tous légalisés. Besancenot approuve. Voilà, Besancenot applaudit des maudits de pied. Si vous lui aviez dit qu'il terminerait fasciste italien, le pauvre. Donc, quelle horreur. Attendez, c'est pas fini. C'est pas fini. Monsieur Wilders, attendez, Wilders, c'est le seul auquel j'ai laissé cinq jours avant de trahir, lui. Lui, je lui ai dit, lui, je vais quand même, parce que ma méchanceté fait que les gens me disent, vous voyez, il est cruel, rougeron. Donc, non, lui, je l'ai un peu épargné, je le reconnais et je le regrette d'ailleurs. Parce que je me suis dit, ce mec -là, son prédécesseur, Pim Fortuyn, assassiné, Théo Van Gogh, assassiné, l'un par un gauchiste, l'autre par un islamiste. Ce mec -là a vécu sur le dossier de l'immigration, protégé par les flics pendant 10 ans. Et je me suis dit, quand même, il va pas se coucher en 10 minutes. Van der Leyen lui dit, embrasse le coran, il le fait. Ça a duré une semaine. Il a plié en une semaine. Le mec, 10 ans à vivre avec des poulets, zéro. Et moralité, tous ces gens -là sont disparus ou en train de disparaître, à l'exception de Mélonie pour une raison, c'est que la vie politique italienne est bloquée. Dès qu'elle se débloquera, la serpillère sera passée. Très bien. Quand on voit les différents renoncements du RN par rapport entre autres à ce qu'a fait la FD, mais par rapport également à Nigel Farage. Enfin, excusez-moi, Nigel est plus près du Disney Street que Marine de l'Élysée. Je sais que je vais faire pleurer le petit cœur sensible de certains, mais quand même. Alors vous me direz, il y en a un autre qui s'éloigne encore plus de Matignon, mais je vais pas le nommer. Donc, or, le souci c'est, ok, vous avez renoncé à tout. Donc résultat, vous ne prendrez pas le pouvoir. Vous allez le ramasser dans le... vous comptez même pas le ramasser dans le caniveau, comme de Gaulle l'a fait en 58. Vous comptez à ce qu'il vous soit donné. Donc vous êtes mort. Parce que si votre seul geste pour avoir le pouvoir c'est celui -là, eh bien, quand ils vous le donneront, ça veut dire qu'ils vous donneront le bâton merdeux et qu'en trois mois vous êtes balayés. Et d'ailleurs une partie du système le veut. Une partie du système le veut. Aujourd'hui, si le système est divisé, c'est sûr, et ça, ça s'est vu, rappelez-vous, entre M. Attal et Macron lors des élections législatives, lors de la dissolution, parce que Macron voulait le front. Pourquoi ? Parce qu'il se dit, on va les vider et ensuite nous on régnera pendant 30 ans. Et ensuite la France a pu. Faut bien lire le film jusqu'au bout. Donc moi, si vous voulez, les gens qui vont au pouvoir en rampant, j'y crois, moyennement, parce que c'est pas le pouvoir que vous aurez. Vous pouvez gagner une élection, mais vous aurez la couronne. Vous n'aurez pas le pouvoir. Trois mois après, vous êtes vidé. Il restera rien de vous. Et le pire, vous regarderez vos électeurs en disant, oui, mais au moins on a essayé. Et puis vous vous rendez compte, j'ai quand même arrondi mes points de retraite. C'est pas tout à fait rien. Vous voyez ? Bravo la révolution. Mais voilà, c'est ça qui nous pend au nez. Et d'ailleurs, Bruxelles attend.

Bruxelles n'attend que ça. Donc voilà, moi, ça ne m'impressionne pas. Je le dis sincèrement. Quand je vois même ce que fait l'AFD dans un contexte beaucoup plus difficile, l'AFD peut être dissoute et ses membres menacés pénalement. Vous ne voyez pas ce que c'est le droit allemand. Je vous rappelle qu'il y a déjà eu deux parties dissoutes en Allemagne. Le Parti communiste et le Parti du peuple allemand, qui était un groupuscule nazbroque, l'extrême droite, mais quand même le Parti communiste. Donc, si vous voulez, le droit allemand, là, vous avez des affaires d'ailleurs un peu bizarre de drones qui circulent. Je ne serais pas totalement surpris qu'à un moment, quelque'un suscite à M. Mertz, qui, même si c'est pas le pingouin qui glisse le plus loin sur la banquise, arrivera à rattraper la balle. Le... qui serait peut-être tant d'une mesure autoritaire, ce qui est dans la culture constitutionnelle profonde de l'Allemagne depuis 45. Donc, je le dis sincèrement, et pourtant je ne suis pas suspect d'une germanophilie excessive, le... quand je vois ce que fait l'AFD, mais surtout quand je vois ce que fait Farage, j'ai un peu honte de l'ancien Parti populiste français. Et j'ai un peu honte de la même manière de M. Mélenchon, parce que tout le monde veut aller au pouvoir en rampant, mais malheureusement, le système, si jamais le système vous prend en pitié, parce que c'est ça que vous demandez, vous voyez, on est du Canada Dry, on fera pas de mal, si vous voulez, un petit poste, un tout petit poste, un truc peinard avec chauffeur, monsieur le ministre, quoi, le... on y a bien le droit, on est républicain. Voilà. Ah ben si c'était ça la République, c'était pas la peine de faire une révolution pour ça. Voilà.

Merci, merci beaucoup, Pierre -Yves. Merci bien, parce que ça fait le lien avec notre prochain intervenant, Philippe Murer, qui, je pense aussi, va pouvoir déconstruire certaines propositions absurdes du RN, que ce soit en matière économique ou en matière migratoire. Mais néanmoins, Philippe, je commencerai avec toi sur une question économique. Donc, je le disais, tu as travaillé avec Jacques Sapir sur la question de la sortie de l'euro. Aujourd'hui, on voit qu'il y a une crise à venir de la dette, il y a une crise à venir de la dette publique, inévitablement, la BCE vient de remonter ses taux, ce qui n'est pas une bonne chose pour la France. Et donc, dans le retour à la monnaie nationale, il n'y a rien de romantique. Il y a en réalité quelque chose d'absolument vital pour le pays, pour redresser son économie. On rappelle que la monnaie, c'est donc la banque centrale, donc le financement de l'économie. Donc, justement, peux-tu nous rappeler, c'est fondamentaux, la nécessité de redevenir souverain sur le plan monétaire pour changer de politique économique, tout simplement, notamment.

Merci, Geoffrey. Pierre -Yves, en fait, on était 4 sur 5 au Front national quand il était pour le Frexit, référendum sur le Frexit. 4 sur 5 de ses intervenants, mais c'est le courage, le manque de courage, tout simplement, qui a conduit le Front national. Et quand on est parti, on savait qu'à la fin, en fait, ils allaient être mangés. Ils allaient passer le bras dans l'Union européenne, ensuite la tête et ensuite le corps tout entier.

Et Florian avait prévenu, il

a dit, vous donnez ça, il y a tout qui s'envole ensuite. Et on le savait tout. C'est la pelote dont on tire le fil, il ne reste plus rien. Exactement. Et on le savait tous. Et c'est pour ça qu'on est parti et qu'on a perdu nos postes, etc. Que économiquement, ce n'était pas simple. Économiquement, ce n'est pas simple pour la France. Maintenant, effectivement, après 10 ans de Macron, c'est pas simple. Si vous n'avez pas de banque centrale européenne, de toute manière, à tout instant, l'Union européenne va vous asphyxier. Elle peut vous asphyxier de faire une Tsipras. C'est quoi, Tsipras 2014 ? Pierre -Yves l'a rappelé. C'est en fait, Tsipras et le peuple grec refuse complètement l'austérité imposée par la Troïka, par l'Union européenne. Et en fait, il y a un référendum qui est voté au début du mois de juillet 2014. 65 % des Grecs disent non. La Banque centrale européenne, qui, je vous rappelle, irrigue toute l'économie grecque, mais française aussi, qui prête toujours le jour aux banques, a fait

en sorte qu'il n'y ait plus un billet de banque dans les distributeurs grecs. En une semaine, c'était plié. Les Grecs ont tout lâché. Voilà comment ça se passe quand on n'est pas souverain. Donc la question de l'euro, c'est une question fondamentale. La question du droit européen et de la primauté, mais la question de savoir, est-ce que vous avez l'argent pour être quelqu'un de libre, c'est fondamental. Et d'ailleurs, tous ceux qui vous disent, en fait, qu'on va faire un bras de fer avec l'Union européenne, bonne chance à eux. Bonne chance à eux, le RN, s'il veut faire un bras de fer, ou Zemmour. Qu'est-ce qui va se passer ? On va leur faire la même chose. La Banque centrale européenne, elle va arrêter le financement de l'économie française par différents moyens techniques. Et à la fin, on leur dira, soit tu sauves ton économie française et tu cèdes. Voilà, c'est ça ton choix. Et ils se coucheront tous par l'euro. Salvini, en 2018, il était obligé de refaire deux fois son budget. Le budget déficit était plus petit que la France. Deux fois parce que la Banque centrale européenne faisait grimper les taux au plafond. Donc il faut être et il a été obligé de céder. Donc il faut avoir tous les courage. Il faut avoir tous les courage. Et j'ai envie de parler, de revenir sur les mensonges, sur l'économie. En fait, le premier mensonge, c'est à 27, on est plus fort. Ça, on nous l'a sorti partout. Mais ce mensonge, il a un peu volé en éclats quand même. Quand l'Union européenne avec Wanderlein s'est retrouvée à négocier avec Trump sur les accords de libre-échange en juin 2025. En fait, à 27, on est plus fort. On a 15 % de droits de douane qu'on pour nos produits vers les Etats-Unis et 0 % de droits de douane pour les produits américains vers l'Europe. Et le Royaume-Uni seul isolé, comme nous le disent les européistes, a obtenu moins 10 % de droits de douane. Il a fait moins que l'Union européenne. Donc ce mensonge est parti. Mais maintenant, d'ailleurs, beaucoup de mensonges sont en train de partir sur l'économie. On le voit tous. Il y a une évidence qui s'impose. C'est que l'Union européenne est en train de détruire notre économie avec des prix de l'énergie insensés. Et ils l'ont fait par le droit européen. Je suis tout à fait d'accord avec Guylain-Bénessa et par sa primauté. Ça a commencé par tarifs réglementés du gaz, par exemple, en France, fixes, réglementées, un prix pas cher. Vous n'avez pas le droit, vous avez tout privatisé. Tout va passer par le marché. Le prix du gaz il a monté. Ils se sont dit on va encore continuer, ils ont fait une deuxième erreur. On se passera de notre premier fournisseur de gaz la Russie. Le problème là, le prix du gaz a explosé. Il faut se rendre compte, le délire que c'est, le prix du gaz en France pour les ménages c'est 4 fois le prix qu'on payait en 2010. Ça fait x4. Ça fait x2 pour les entreprises et le prix du gaz aujourd'hui en Europe, le prix de marché c'est 10 fois le prix du gaz américain. Donc avec ça, c'est pas la réindustrialisation. S'il n'y a pas une industrie qui peut tenir debout en France. D'ailleurs même les industries allemandes, l'industrie chimique, elle est en train de partir d'Allemagne. Alors ce qu'ils nous ont fait sur le gaz, ils l'ont fait avec le droit européen, pareil sur l'électricité. On avait une électricité publique avec EDF pas d'électricité, mais avec des factures et qui mangent la laine sur le dos des consommateurs et d'EDF. Ça s'est passé comment ? Loïc Leflock-Rijan, l'ex PDG d'Alpha-Kitten nous l'a raconté et Henri Proglio a confirmé aussi. Ils sont allés voir Sarkozy, ils lui ont dit, ben voilà, maintenant soit tu, on te met 20 milliards d'euros d'amende parce que ton électricité est pas assez chère, concurrence déloyale, soit tu cèdes et tu fais la fausse concurrence. Sarkozy a eu peur et il a tout lâché. Lui ensuite, elles nous ont imposé aussi, n'oublions pas, par le droit, les énergies renouvelables, les éoliennes et les panneaux solaires partout. C'est un texte européen qui dit, et puis on les voit les éoliennes quand on prend le train pour Aras, partout, partout chez les gueux. Effectivement, il n'y en a pas chez Yannick Jadot, mais par contre, chez les personnes qu'on aime pas, il y en a. Et en fait, ces éoliennes, elles ont été imposées par un texte qui dit, ben la France, soit vous payez des amendes, soit vous avez 42,5 % d'énergie renouvelable dans votre mix électrique. On est chez les fous. On a déjà une électricité décarbonée nucléaire en abondance pas chère et on en surplut et on doit rajouter l'électricité renouvelable. Donc ça fait monter les prix. Et puis ensuite, ils nous ont imposé le marché européen de l'électricité. Bien sûr, le marché européen de l'électricité qui fait que l'énergie nucléaire française, elle est vendue pas chère, à vils prix, en dessous des coûts de revient à l'Allemagne pour subventionner l'énergie allemande.

Et puis nous, derrière, on se retrouve avec des prix d'électricité qui montent en France. Des prix qu'on fait x2, je le rappelle, pour les ménages et pour les entreprises. Et cette obligation, parce que là on est en train de rentrer dans l'absurdisme, il faut bien le comprendre dans l'Union européenne, cette obligation de 42,5 % d'énergie renouvelable pour 2030. C'est ça qui fait qu'il y a la programmation pluriannuelle de l'énergie qu'impose le gouvernement par la loi, qui fait qu'on va devoir tripler le nombre d'éoliennes et de panneaux solaires en France. 250 milliards d'euros d'investissement pour une électricité qui sera invendable et inexportable et inutile. On est en surplus. Pourquoi inexportable ? Parce que déjà, de toute manière, l'électricité vaut zéro quand il y a beaucoup de soleil et de vent. Donc ça ne sert à rien. Qui va payer ces 250 milliards d'investissement inutile à votre avis ? Vous, les ménages français, nous, les ménages français et les entreprises françaises. Voilà. Donc on est réellement chez les fous et si quelqu'un voulait détruire l'économie française et l'économie européenne, je crois qu'il s'y prendrait pas autrement. Vous rajoutez à ça des taxes européennes sur l'efficacité énergétique et des taxes carbone sur votre carburant. 26 centimes par litre que vous payez en plus à cause de ça. Vous rajoutez à ça une pléthore de normes européennes complètement folle, complètement byzantine sur l'agriculture, l'économie, l'écologie punitive et vous détruisez l'économie par la bureaucratie. Et puis une fois que vous avez mis tous ces boules au pied des entreprises européennes et françaises, eh bien l'Union européenne vous signe tous les accords de libre-échange pour vous mettre en compétition et vous demander de courir face aux concurrents mondiaux avec des boulet au pied. Forcément, on court vers la ruine. Ruine pour les éleveurs français qui sont héberlués, qui produisent de la viande de qualité dans des petites fermes et qui se retrouvent mis en concurrence par l'Union européenne avec le Mercosur avec les éleveurs du Brésil, la viande du Brésil, aux hormones, aux antibiotiques, produisent avec des dizaines de milliers de vaches mal traitées. C'est absolument l'absurdistan. Vous rajoutez à ça évidemment la ruine pour les producteurs de sucre et de maïs parce que au Brésil, on peut faire deux récoltes par an et donc on est beaucoup moins cher. C'est la ruine pour les entreprises françaises auxquelles on a mis en concurrence avec des boulet au pied et c'est aussi la ruine pour les salariés qui sont mis en concurrence avec les salariés de toute la planète. Donc, il y a donc un milliard et demi de salariés chinois, un milliard et demi avec l'accord de libre-échange avec l'Inde, deux salariés indiens qui sont sous-payés selon les standards européens. Quand vous voyez ça, la finalité à la fin, c'est appauvrissement généralisé, croissance zéro voire récession et puis déficit public et dette publique qui explose. C'est comme ça que l'Union européenne nous emmène à ruine et la folie, c'est pas d'y rester et de continuer jusqu'à la faillite. Alors que si on en sort, on peut facilement diviser par deux les prix de l'électricité. On sort du marché européen, on ramène, on divise par deux les prix de l'électricité au kilowatt-heure. Pareil, on sort du marché du gaz, on arrête tous les délits autour du gaz et on remet des prix 25 % plus bas sur le gaz. Et puis, avec cette énergie pas chère, on redresse l'économie française, urgence de la France. On veut une grande force nationale pour la production, de la commande publique réservée aux entreprises françaises. On veut un drapeau bleu, blanc, rouge sur tous les produits français sur Internet et dans les magasins. Et un drapeau chinois si c'est chinois. On veut du protectionnisme intelligent, on veut un État stratège et on mettra en place un État stratège pour créer et protéger de nouvelles filières. On a des trains à la somme à hydrogène. Remplaçons les trains diesel qui polluent partout en France par ces trains à hydrogène et on créera une filière hydrogène. On créera une filière pour les canadiens français et les drones français qui peuvent éteindre les incendies partout. On a des entreprises pour le faire, il faut commander et on fera la même chose sur l'intelligence artificielle. Donc les recettes elles sont connues. Maintenant, il nous faut le Frexit pour pouvoir les mettre en place. Bien sûr.

Et là, je ne sais pas, chacun se rend compte de la démonstration que tu viens de faire Philippe, que l'on fait tous ici évidemment, et de l'inanité des propositions du RN qui face à ce qu'on s'avoue dit, ah non non mais c'est bon nous on va sortir du marché urbain de l'île Christée. Mais non, on vient de vous expliquer avec cette toile d'araignée qui est le droit européen, ces hommes de l'ombre qui

agissent en permanence de la commission européenne et dans les cours de justice. On vient de vous expliquer par rapport au fonctionnement de l'Union européenne qui nécessite pour certains changements, ce type de changement, l'unanimité ou d'une façon de convaincre des Etats qui nous sont foncièrement hostiles, il n'y a pas de possibilité de sortir comme ça à la carte de manière unilatérale du marché européen de l'électricité. Et pourtant ils vont vous le balancer, ce sera à peine contesté par les médias, et les gens vont se faire duper, avoir l'illusion, l'impression que, ah bah c'est bon nos problèmes vont pouvoir se résoudre parce que le RN a dit qu'ils allaient sortir du marché européen de l'île Christée. C'est pas parce que l'Espagne a réussi

à le faire, mais pourquoi ? Parce que première chose, le ministre espagnol est un européiste convaincu, première chose c'est un socialiste. Et puis ils ont eu une déco, et c'est un îlot électrique. C'est une dérogation parce que c'est un îlot électrique qui sont à peine connectés par la France, par les Pyrénées. Mais c'est surtout, ils ne le feront pas pour le RN, ils peuvent le faire pour Pedro Sanchez, parce qu'il est bien

immigrationniste, il y a un pro -UE. D'une part, et pour le coup les mots leur importance, ils ont eu une dérogation, c'est à dire qu'en fait on leur a accordé un répit pendant un temps qui je crois a été levé, et le reste des règles du marché européen s'appliquent évidemment eux, toutes les règles que tu as citées sur la concurrence, etc. Elles produisent aussi un effet négatif, parce que à la fin, le marché européen d'électricité, ça n'est jamais que l'extension des règles du marché européen au secteur de l'électricité. Ça a été progressif, ça a démarré dans les années 2000 avec les directives de libéralisation, et ça finit aujourd'hui avec des règles de définition du prix, avec un marché spécial en bourse, etc. Toutes les déterminaires. Et donc c'est verrouillé.

Et le mensonge, le mensonge du RN, voilà, sur le marché de l'électricité il est évident, mais sur l'immigration, il vous explique, on va sortir de Schengen. En fait on va appliquer Schengen comme on veut. Schengen c'est tout simplement, pardon, Schengen c'est un traité à part, maintenant c'est intégré dedans, Schengen ça vous dit, l'Union européenne développe une politique visant à assurer l'absence de tout contrôle des personnes, quelle que soit leur nationalité lorsqu'elles franchissent les frontières intérieures de l'Union. Donc de toute manière, vous ne pouvez pas sortir de Schengen. Et les exceptions que vous avez, qu'on vous cite, chaque fois elles sont très limitées, très cadrées dans le temps, et elles ne permettent absolument pas d'avoir des gardes frontières. Mais je reviens sur ce que dit Guilain Bénessa, parce que je suis tout à fait d'accord avec lui. D'ailleurs dans le traité de Lisbonne, ils ont fini par mettre le droit européen prime sur le droit national. C'est Sarkozy qui l'a voté ça avec tous les représentants, alors qu'on avait dit non au référendum de 2005. Ils ont aisé mettre le droit européen supérieur au droit français dans les annexes.

du traité de Lisbonne. Pour la première fois, pour la première fois de l'histoire, depuis le départ. Donc on a finalement rendu ce casse légal au travers d'un viol en plus de la Constitution européenne. Enfin, du vote des Français, c'est monstrueux.

C'est monstrueux et on peut rien faire du coup parce que le droit européen primera toujours. Quand le RN vous dit on va arrêter le flux d'immigration, on mettra des lois françaises, par exemple, pour le regroupement familial, ce n'est pas possible.

Justement, j'ai précisé un petit peu les choses, notamment tu parlais de la Spas Schengen, en réalité on ne sait plus trop où le RN habite. Ils ont fait leur mieux européiste, ils nous ont expliqué que maintenant ils étaient ok pour gérer l'immigration au niveau européen. Donc ils ont validé le fédéralisme migratoire d'une certaine manière. Donc ils s'accommodent à peu près de Schengen, mais tout en réclamant des dérogations quelconques. Et surtout, sur le sujet migratoire, ils proposent cette espèce de référendum pour les quelques mesures qui sont à l'évidence contraires au droit

européen. Ce fameux référendum qu'on évoquait pour d'autres sujets, qui consisterait à dire on fait ce qu'on veut parce qu'on va le mettre dans la Constitution. Et comme la Constitution est au sommet de l'ordre juridique, on va avoir toute liberté pour le faire. On a déjà démontré que les normes constitutionnelles sont déjà évincées par les cours européennes. Néanmoins, c'est leur proposition. Et du coup, au-delà même de l'Europe, est-ce que même Schengen est suffisant dans la mesure où il n'y a pas que l'Union européenne, il y a aussi en matière migratoire la CEDH, la Cour européenne d'Europe, qui a encore autre chose, qui s'applique et qui exerce aussi une emprise sur la France et sur lequel, sur ce point également, le RN ne dit rien, en tout cas, a renoncé, il a renoncé à sortir de l'UE, a renoncé à sortir de Schengen et de la CEDH. Philippe et peut-être Pierre-Yves, si vous voulez réagir à cela.

Sans contrôle des frontières, vous ne pouvez pas régler le flux d'immigration. Ça, à Schengen, vous ne pouvez rien faire, c'est détraiter, vous ne pouvez pas arrêter. Mais la CEDH, de toute manière, il y a la CEDH, Joffret, mais il y a aussi, au surplus, parce que la CEDH, on peut la quitter quand on veut, quand on sort de l'Union européenne, mais au surplus, il y a la Charte des droits fondamentaux qui double la CEDH. C'est-à-dire que si on sort de la CEDH, de toute manière, vous avez la Charte des droits fondamentaux qui est exactement la même chose, c'est exactement le même droit, et vous ne

pouvez rien faire. Excuse-moi Philippe, ça s'appelle aujourd'hui l'État de droit, parce que l'État de droit, c'est la somme de Charte plus le reste, plus la primauté, plus tout ça. C'est-à-dire que vous, vous n'êtes pas contre l'Europe, vous êtes contre l'État de droit. C'est encore pire maintenant qu'il y a quelques années.

C'est clair. Mais enfin, je suis quand même bien contre l'Union européenne. Et je pense, d'ailleurs contrairement, et je rebondis, Guilin, que si un référendum, et ça c'est une très bonne manière de faire, si un référendum qui est voté par les Français pour sortir de l'Union européenne, on leur pose la question pour référendum quand on arrive au pouvoir, là derrière la caste, ok, elle pourra difficilement faire quelque chose. Mais il faudra aussi un référendum sur le Conseil constitutionnel, sur le Conseil d'État, pour reprendre la main sur le droit et que le peuple soit souverain. Parce que là, le peuple n'est pas du tout souverain. Le droit européen, il cadre tout sur l'immigration, il verrouille tout. Il verrouille absolument tout. Vous avez des bateaux de migrants qui sont interceptés en haute mer. Article 4 et 19 des droits fondamentaux de la Charte de l'Union européenne. L'asile, en fait, ils vous disent, le RN, on va faire un asile restreint. Bah non, l'asile, il est élargi aux personnes craignant d'être persécutées pour leur opinion politique, mais aussi du fait de la race, de la religion, de l'appartenance à un groupe social. Voilà, c'est l'article 18 des droits fondamentaux. Donc, un simple mensonge et vous avez l'immigration illégale. Les expulsions collectives, vous n'avez pas le droit non plus. C'est aussi interdit par la Charte des droits fondamentaux. Donc vous avez 60 000 demandes d'asile refusées. Vous devez tous les renvoyer un par un par avion. Vous voyez le truc. Voilà. Donc tout est complètement bloqué. Et alors, je vais démonter trois mensonges que font les européistes. Trois mensonges.

Très rapidement, Philippe, parce qu'il faut aussi ensuite passer la parole.

Premier mensonge. Comme ils ne veulent pas faire le Frexit, sortir du droit européen et donc faire un droit national pour arrêter les flux d'immigration et mettre des gares frontières aux frontières en sortant de Schengen, ils vous disent qu'il faut désobéir au droit européen sur l'immigration ou au traité Schengen. Mais désobéir, déjà, c'est un terme pour les enfants, pas pour les États. Et puis désobéir, ça veut dire déroger un traité européen ou au droit européen, ce qui est strictement interdit par un anticonstitutionnel. C'est écrit dans la Constitution qu'on doit respecter le traité européen et le

droit qui en découle. C'est la définition de notre appartenance. Deuxième excuse. Excuse, pardon. On va renégocier les traités avec les 27 autres pays européens. On va réformer le traité Schengen, etc. Mais c'est irréalisable. Pour réformer les traités, il faut obtenir que les 27 autres pays sont d'accord à l'unanimité, c'est -à -dire quand les poules auront des dents. Troisième chose, on va faire un rapport de force. Et là, c'est ce qu'on vous a expliqué tout à l'heure. Rapport de force, type race, la Banque centrale européenne, assèche l'économie française, les banques. Et donc, vous êtes obligés de céder. Donc, il n'y a pas d'autre solution que le Frexit, aussi, pour régler les problèmes d'immigration.

Juste un point pour que ce ne soit pas nébuleux pour ceux qui ne verraient pas comment ça se passe de manière pratico -pratique. Quand vous ne pouvez pas faire d'expulsion collective, Philippe I'a très bien dit, vous êtes obligé de les renvoyer un par un. Mais vous êtes surtout obligé de leur faire un dossier avec avocat, avec droit de recours par personne. Vous en chopez 50 maisons, mettons, qui font des choses plus ou moins légales, trafic de stup, n'importe quoi. Vous dites, on en a 50. Tout le monde, sous Charles Pascois, et particulièrement sous le général de Gaulle, il y avait un préfet à l'immigration qui réglait ça dans la journée, c'était principalement des Turcs à l'époque. C'était 50, un papier, l'horaire de nos charters vous sera adressé. Terminé, adieu, berthe. Là, ils sont 50, c'est 50 dossiers, avec 50 voies de recours possibles. Pendant ce temps -là, ils doivent rester là, parce qu'ils ont l'usage de leurs droits de recours. Et pendant ce temps -là, donc, ils vont se barrer. Et vous les retrouverez, on garde à vue. D'ailleurs, c'est comme ça, souvent, qu'on les retrouve. Bah oui, lui, on le cherchait. Bah oui, vous inquiétez pas, c'était la centrale des particuliers affreux qu'il avait. Donc, non mais voilà, si vous voulez, à la fin, il faut embrasser les flics sur les deux joues quand ils y arrivent. Parce que là, c'est Pokémon Go à l'échelle de la Seine -Saint -Denis. Bon, donc, vous voyez, c'est un dossier par tête de pied. Vous comprenez maintenant pourquoi ça flingue l'État, ça ? Si vous êtes face à un seul phénomène, vous devez le décomposer en particules. Et donc, évidemment, vous êtes Gulliver enchaîné. Point 1, point 2, et Philippe I'a très bien dit. Quand vous avez la Charte des droits fondamentaux, je vous rappelle que les droits fondamentaux, c'est comme le malade imaginaire, j'ai mal hier. C'est -à -dire le poumon, le poumon, le poumon. C'est -à -dire que dès que vous créez une catégorie juridique protégée, d'un seul coup, vous allez avoir des gens qui vont s'estimer être de la catégorie juridique protégée. Vous n'imaginez pas combien la Charte de fondamentaux a multiplié le nombre de transsexuels afghans. Vous n'allez pas les vérifier. Donc résultat, en plus, aujourd'hui, et Philippe I'a très bien dit quand il a lu, c'est des gens qui pensent, des gens qui ressentent. Donc ce sont des gens qui ressentent des problèmes politiques, qui ressentent des problèmes identitaires. Comment allez -vous les contrer juridiquement ? Ah non, mon ami, vous ne vous sentez pas, mais je me sens ce que je veux. Voilà. Eh bien, vous comprenez qu'aujourd'hui, sincèrement, quand on arrive à mettre quelqu'un dans un avion, mais il faut embrasser les fonctionnaires sur les deux joues, c'est parce que... Et le pire, c'est que souvent, sans vouloir faire de mal, vous savez pourquoi de temps en temps on arrive à en expulser un ? C'est parce qu'on paye le pays d'envoi. C'est parce qu'on dédommage souvent. C'est parce qu'on promet des trucs à la famille ou au mec, une fois qu'il sera rapatrié, que le pays lui promet aussi. Et le pire, c'est que le pays se dit, de toute façon, dans trois mois, je l'aurai renvoyé.

Juste une remarque pour boucler ce que Pierre -Y vient très justement de dire, juste une petite remarque. Moi, je pense que le fond du problème, c'est une question biographique. C'est pas une question réglementaire. Les normes, effectivement, nous enchaînent. Mais là où le bas blesse, c'est celle -là où moi ça m'a fasciné. Et c'est là où je pense que les juristes ont une responsabilité majeure dans l'affaiblissement du pays depuis longtemps. Ce sont des fabricants de mort à partir de règles qui tuent la politique, donc qui tuent la France. Je vous donne juste un élément. C'est quand je finissais mon bouquin et que je découvrais un homme que je connaissais à peine. Un type qui s'appelle Marc Guillaume, qui était secrétaire général de l'Élysée, qui vient d'être nommé par

Emmanuel Macron patron du Conseil d'État, dont l'un des meilleurs copains, qui grâce à lui a fini président de la Cour européenne des droits de l'homme, et qui lui-même était magistrat au Conseil d'État et s'appelle Mathias Guillaumard. Quand vous regardez cette mafia, là vous comprenez que de toute façon le droit, soit vous prenez tout, soit vous prenez rien. Parce que ça veut dire que Conseil d'État, Cour de justice de l'Union européenne, Cour européenne des droits de l'homme, Charte des droits fondamentaux, traité de Rome, traité de Lisbonne, traité de Paris, c'est la même salade qui se perpétue par l'Angleterre ces hommes, qui sont à chaque institution depuis des générations à la manette. Si ça on l'a pas compris, on est face à des règles, face à des règles on perd, face à des hommes on gagne, parce que vous avez un visage à mettre sur l'empire que vous condamnez.

Merci beaucoup pour toutes vos interventions. On poursuit avec Eric Villain. Toi tu as mis les pieds dans le plat cette année en écrivant un ouvrage qui s'appelle « Pledoyer pour un divorce », j'en parlais dans ta présentation, qui est un essai de très grande qualité, qui a d'ailleurs inspiré les patriotes pour ses travaux récents, j'y reviendrai après ton intervention. Je voulais savoir quelle était la jeunesse de cet essai que j' imagine influencé par ton expérience politique des lutérants. et aussi d'entrepreneurs finalement.

Le titre de plaidoyer pour un divorce a été choisi parce que je pense que le mot divorce est quand même dans l'esprit général des gens, un mot qui est compris assez facilement. Le divorce c'est quoi ? Le divorce c'est la reconnaissance d'une union qui échoue, qui rate et c'est de manière juridique de constater une séparation. C'est une organisation d'une séparation et c'est justement quand on parle du renoncement du RN, quand on parle des arguments du RN, changer l'Europe de l'intérieur, vouloir sortir de Schengen, ça serait donner peu d'importance à la parole et à la signature de la France. Ça serait remettre en cause des traités que la France a signé alors que le Frexit permet lui juridiquement de pouvoir constater cette séparation. Pour moi ça c'est un point important. Le renoncement du RN concernant le Frexit il vient d'où ? Il vient du débat lamentable que Marine Le Pen avait fait contre Macron et le soir de ce débat là, qu'est ce qu'il a été constaté ? Il a été constaté que de deux choses l'une, on maintenait le Frexit et Marine Le Pen n'était pas capable de le défendre, ou on a abandonné le Frexit, on se séparait de Florian Philippot et on continuait dans une voie qu'il y a celle du RN aujourd'hui. Ils ont sacrifié le Frexit sur l'autel de la compétence de Marine Le Pen. C'est ça tout simplement.

Et donc toi c'est ce qui t'a motivé parce que dans cet ouvrage il est assez vulgarisateur. Tu reviens sur toutes les questions que les gens se posent

et tu y réponds ? Non seulement toutes les questions que les gens se posent mais aussi j'établis le calendrier de la sortie. J'explique point par point comment on peut le faire de partir d'une élection d'un président de la République, ce qu'il devra faire dans la foulée, annoncer quand est-ce qu'on annonce la sortie de l'Union Européenne, bien sûr le référendum qu'il faut faire pour valider tout ça et tout est détaillé dans le

bouquin. Exactement. Et d'ailleurs je dois dire pour un casher à l'assistance que on s'en est inspiré, on a travaillé ensemble pour un... on a mis à jour les grandes orientations du projet Patriote, ici on a une édition 2026 -2027 qui sera disponible dans la boutique, et à la fin on a ajouté quelque chose qui s'appelle le Frexit en 10 questions, où on revient justement sur les questions données aux militants de base, aux militants du Frexit, des éléments de réponse pour ceux qui n'en ont pas, dans quel but, pourquoi sortir plutôt que négocier les traités, comment faire, quand, en combien de temps, comment se passerait le retour à une monnaie nationale, combien le Frexit va-t-il rapporter à la France, le Frexit est-il suffisant pour reprendre le contrôle de notre politique migratoire, que deviendront les institutions européennes, le Parlement et compagnie une fois qu'on aura quitté ce bazar, et puis à la

fin quel modèle de coopération après le Frexit. C'est 10 questions de base mais que souvent les gens se posent et qui ont besoin, je pense, de les structurer, donc si ça vous intéresse, et j'en suis certain, ce document que l'on vient d'éditer est disponible à la boutique pour quelques euros. Et justement, je voudrais filer avec toi, Eric, la métaphore, puisque tu parles du divorce, comment tu vois l'après-Frexit pour la France, les relations avec le reste du monde, est-ce que tu vas être dans une logique, pas de relations poly-amoureuses avec la terre entière, mais là c'est peut-être un peu trop woke, ou au contraire, frère de la France, un célibat endurci, un célibataire endurci, après ce divorce, parce que mine de rien, il faut aussi tirer en saignement de cet échec catastrophique de l'Union européenne, il ne s'agirait pas de replonger ensuite dans les mêmes travers.

Mais à divorce, souvent, quand vous entendez dans un couple qu'il y en a un des deux qui s'est fait spolier, qu'il y en a un des deux qui est mal traité, la question revient, la question est toujours la même, la question qui revient c'est, oui, partir, mais demain vivre comment, avec quoi, habiter où, il y a tout un tas de questions qui se posent. Mais à partir du moment où la décision du divorce est prise, on sait qu'on part un petit peu dans l'inconnu, mais on retrouve sa liberté, on retrouve sa capacité à pouvoir décider et on peut envisager un avenir et reconstruire un avenir. Et le Frexit, c'est justement le point de départ de reconstruire l'avenir de la France. Et tout est permis, tout est possible, tout à l'heure on parlait de tous les traités qui sont en train de nous étrangler, on parlait du prix de l'électricité, on parlait de toutes ces choses-là. Quitter l'euro, c'est les mêmes conséquences. On aura à travailler, on aura à avoir une période de flottement, à avoir des négociations avec les pays voisins, puisque avant l'Union européenne, la France commerçait, la France produisait, vendait ses produits, il n'y a pas de raison que demain ça soit différent. On reprendra notre entière capacité à pouvoir négocier les intérêts des Français, des entreprises françaises et de l'économie française. C'est

évident, bien sûr. L'Union européenne est l'anomalie. En fait, 95%, ce n'est pas un slogan, quand on dit que 95 % des pays du monde ont leurs monnaies, leurs lois, leur souveraineté et puis interagissent entre eux tout à fait normalement, y compris par définition des pays bien plus petits que la France. Philippe, je voudrais revenir vers toi. Il y a eu comme une bonne nouvelle la semaine passée au sujet d'un sondage qui a montré que 54 % des Français étaient désormais prêts à voter le Frexit, ce qui est énorme. On peut applaudir vécuement ce chiffre parce que c'est significatif. Et c'est d'autant plus énorme que le constat qu'on a fait en début de table ronde n'est pas invalide. Le sujet n'est pas dans le débat public. Et du coup, j'ai envie de savoir comment tu expliques ce résultat. Est-ce que peut-être l'affaire du maire Cossure a pu contribuer à ouvrir les yeux à la population française

? C'est possible, mais c'est difficile. C'est comme un tremblement de terre, mais c'est vrai que c'est énorme. Le Frexit est majoritaire. 54 % des Français veulent sortir de l'Union européenne. Il faut qu'on le répète et qu'on le dise partout et qu'on s'en réjouisse. Ça veut dire qu'on va gagner et qu'on va finir par libérer le pays. Pourquoi ça se passe comme ça ? C'est comme l'ébranlement des candidats macronistes rejetés par la classe des retraités qui les avait mis au pouvoir pendant 10 ans. C'est impossible de dire pourquoi. Il y a un ébranlement et tout le monde en a ras-le-bol. Mais c'est vrai qu'on a deux choses. On a cette possibilité, alors qu'on voit que rester dans l'UE c'est un véritable cauchemar. C'est la ruine. On n'en a pas parlé mais on en parle habituellement. C'est la censure, la destruction de la liberté d'expression, de la démocratie et à la fin, c'est la marche à la guerre. C'est donc un avenir potentiellement hyper sombre et un danger qui est sur nous. Donc on doit faire ce Frexit et on doit peser politiquement. Et moi, je vois ici, dans cette salle, qu'on est réunis, il y a des sympathisants, des patriotes, de Viad, de Boulafrance, du mouvement politique citoyen et nous sommes tous d'accord, tous d'accord qu'il y a un grand danger qui nous menace, de la casse au pouvoir, qui veut nous faire taire, en fait, et de l'UE qui vaut nous détruire et continuer à détruire la

France. Alors moi, je dis que nous devons être tous unis pour combattre ce danger énorme. Tous unis. Ben tout à fait. Et je ne dis pas seulement tous unis dans une salle avec Florian Philippot, et je vous remercie Florian Philippot et les patriotes d'avoir organisé cette belle réunion publique, et je ne dis pas seulement, réunis dans une salle, tous unis. Je dis combattre dans les faits, tous unis pour combattre dans les faits, tous unis pour combattre pour les élections présidentielles et les élections législatives, pour faire un carton. Parce que les 54 % du Brexit, ça nous dit que si on est tous unis, on fera un énorme carton aux élections présidentielles. Alors, il y a une vraie question. Charles de Gaulle disait que la politique, elle se fait sur des réalités. Qui peut avoir ces 500 foutus parrainages ? Ces 500 parrainages que le système a mis en place pour bloquer et empêcher dans les élections présidentielles ? C'est une des questions essentielles à se poser. Mais ce qui est important, surtout, c'est qu'il faudra décider rapidement qui sera le candidat du Frexit pour les élections présidentielles et législatives. C'est clair. Alors, juste un dernier point. 30 secondes. Mais attention, si on désigne un candidat, ça veut dire que chaque parti doit être respecté. Que chaque chef de parti doit être respecté. Ça veut dire qu'en fait, vous, qui êtes ici souverainiste, et tous les souverainistes de France, doivent élire leur chef des souverainistes dans un an, après la présidentielle. C'est fondamental. Ça doit être une élection qui dit qui est le chef des souverainistes. Il nous faut un parti commun qui fédère les patriotes, le mouvement politique citoyen debout la France. Et vous pourrez voter pour le chef qui fédère et qui respecte surtout leur identité. C'est ça qu'il nous faut. Respecter l'identité de tous les partis et fédérer pour qu'on puisse combattre ensemble et nous diviser. Le danger est trop important. On ne peut pas se permettre d'être divisé. Et là, ce sera vous qui aurez la voix et vous qui ferez l'élection et qui déciderait quel est le chef des souverainistes à l'avenir pour combattre ensemble.

Merci Philippe. Et il est vrai que, en matière de rassemblement, les patriotes font effectivement énormément et ces assises... en la démonstration sur un élément qui aurait pu faire basculer l'opinion publique majoritairement pour le Frexit. Quand je parlais du Mercosur, c'est la première fois qu'on a eu un événement. Jusqu'à présent, il y avait une idée répandue qui était non mais si la France veut vraiment changer quelque chose, elle le peut. Donc sous-entendu, si jusqu'à présent on n'obtenait pas d'avancée favorable, c'était parce que nos dirigeants étaient nuls, étaient lâches, étaient traîtres, ce qui était vrai, mais ça semblait quand même insuffisant. Et là, au moment de l'accord avec le Mercosur, on a eu l'intégralité du pays, du président de la République, du gouvernement, du Parlement, des syndicats, des corps constitués, tout le monde qui était contre le Mercosur, la France qui vote au sein des instances européennes contre, avec une unité rare sur un sujet politique, et pourtant la France grand pays s'est faite imposer le sujet. Je pense que c'est la première fois que ça a été illustré de manière aussi criante et que donc on a dépassé ce sujet. Non, non, c'est juste une question de volonté, c'est parce qu'on avait des dirigeants pas assez convaincants. Je pense que c'est ce qui peut expliquer, je ne sais pas, Guilin, toi, ce que tu en penses sur ce qui a pu provoquer la bascule de l'opinion publique en faveur du Frexit aujourd'hui.

En fait, pour faire le lien sur ce que Philippe vient dire sur l'analyse des 54%, ce sondage qui a été un tremblement de terre, quand même. Alors en fait, le problème, il est, personnellement, moi, je pense que le vrai problème, c'est qu'on s'est réjoui. Pourquoi est-ce qu'on s'est réjoui ? On a fini par se réjouir parce qu'on a oublié quels étaient les sondages sur l'Europe depuis 40 ans. Je m'explique. Prenons juste un tout petit, on parle de référendum toutes les cinq minutes et si on veut sortir de l'Union européenne, il y aura nécessairement, à peu de choses près, une question qui se posera par référendum. Il y a eu trois référendums, on va dire les derniers restants. Il y a évidemment le tremblement de terre 2005, tout le monde le connaît, tâches indélébiles, 92, mais aussi un référendum qu'on oublie en des années 70 sur l'Europe. Trois référendums sur l'Europe. Élargissement dans les années 70, en 1992, Constitution européenne en 2005. Qu'est-ce que ça a donné à chaque fois ? Pompidou, il y a eu un oui à l'Europe, à l'élargissement, mais le oui était

extrêmement timide. Pompidou a dit à l'époque, c'est un échec personnel tellement le résultat était mauvais. Ça veut dire qu'en fait, dès les années 70, l'eupéisme ne marchait pas. En 92, on le sait, ça n'a pas marché. En 2005, n'en parlons pas, il y a eu Lisbonne. Ce qui veut dire que ça n'a pas marché depuis 50 ans que les Français se foutent de la fédéralisation européenne. C'est parce qu'on a écrit l'histoire pour faire croire que depuis les années 70, les référendums marchaient. Ils n'ont jamais marché. Jamais. Ce n'est pas des amours, c'est non-existence. C'est pas des affections, c'est haine profonde. Ce n'est pas détestation tardive parce que ça a déconné. C'est que les Français n'ont jamais voulu la construction européenne viscéralement. Ils l'ont voulu comme bouées, ils l'ont jamais vraiment voulu comme espace fédéral à partir des années 60, 70. C'est pour ça que je finirai juste sur une remarque. Si demain il y a référendum, et Dieu sait que je le souhaite sur plein de sujets, méfiez-vous de deux marchands de sable. On doit tous se méfier. Un, des référendums sur tout et n'importe quoi. Ce sera la dilution, il n'y aura plus de référendums, on parlera de tout et de rien, on évitera les questions qui fâchent. Ça, c'est le projet qui est déjà là. Le projet est là. L'État profond sait très bien qu'il va vouloir vous rendre la parole un jour ou l'autre. Ils le savent, ils le font. Ça s'appelle déjà la démocratie participative. On trouvera une façon de faire croire à la démocratie directe pour éviter de tuer ou pour tuer les sujets qui fâchent. Et deuxième chose, Philippe disait très justement, il faudra un référendum sur le Conseil constitutionnel. Mais comme, vous l'avez bien compris, il faudra un référendum sur le Conseil d'État, la Cour de cassation, les tribunaux, les sujets, l'État profond. Bref, en fait, il faudrait un immense référendum sur 40 points, je suis d'accord. Mais la vraie question, il ne faudra pas les luder, c'est que la prochaine fois qu'il y aura un référendum et que le Conseil constitutionnel tranchera la question parce qu'il va sortir du bois, il y aura une entourloupe. Cette entourloupe, pas une dernière fois, va passer sous le manteau. Personne ne regardera, comment dire, les imbéciles regarderont le doigt au lieu de regarder la Lune. On ne verra pas l'entourloupe derrière les fagots. Ça va venir parce que l'objectif, ce sera d'annuler le référendum à venir. Et c'est dans cette stratégie-là que tout doit être pensé. Sinon, ce sera de la poudre de Perlin -Pinpin. On va continuer ce qu'on est en train de faire jusqu'à ce qu'en 2072, éventuellement, une décision soit tranchée. Et Guilain,

je réponds en 10 secondes. Guilain, tu as tout à fait raison. Le premier référendum à faire, c'est un référendum sur le Conseil constitutionnel et le Conseil d'État. Et le deuxième, c'est sur le Frexit. Mais pour que ce soit appliqué, il faut que ce soit des souverainistes qui arrivent au pouvoir. Sinon, il ne se passera rien.

La question des hommes est essentielle. Pour terminer cette table ronde, une question rapide. Je vais te poser une question, Pierre -Yves. Un peu de prospectif parce que j'ai envie qu'on soit positif. Le Frexit finira par avoir lieu. Mais je voulais savoir un peu le scénario que tu privilégies. Je m'explique. Est-ce que tu penses à un Frexit passif sous l'effet d'une autodissolution lueue sous le poids de ces échecs ou de la sortie d'un pays qui est plus conscient de ses intérêts que la France ou bien un Frexit active ? On l'a dit. C'est pour ça qu'on a mentionné ce sondage à 54 % à l'initiative du peuple français et où de ces dirigeants, pour ça, il faudrait évidemment que ce soit des dirigeants souverainistes. Aujourd'hui, on est en 2026. Quel scénario tu privilégies ? Alors,

moi, entre les deux, pour moi, les trois scénarios possibles. Alors, il y en a un. Il ne faut pas les lutter. C'est le plus violent et c'est le pire pour nous tous. C'est la mort lente de l'ensemble du continent parce qu'on va être très, très clair. Si la France ne s'en sort pas, personne ne s'en sortira parce que c'est très simple. La moitié des pays européens, de toute façon, ont déjà, ont parti lâcher la rampe. Regardez des courbes démographiques simples. C'est triste, mais c'est comme ça. Donc, malheureusement, ça, c'est et d'ailleurs, c'est une part du scénario eupéiste, c'est à dire, vous savez, c'est terrible. Mais quand on étudie l'oligarchie bruxelloise, ce que mes équipes font depuis des années, nous, on a traduit la documentation américaine sur l'histoire de l'UE, qui a beaucoup

fait évoluer l'historiographie. Aujourd'hui, à Bruxelles, on parle beaucoup de points de retraite, c'est à dire, bon, si ils tiennent, si on tient encore cinq ans, combien ça me rapporte ? Nous, on avait eu les affaires quand j'étais au Parlement européen. On a croisé, on avait croisé Klaus Vellet, qui était quand même le numéro 3 de l'UE. Il n'était obsédé que par ça, c'est à dire, bon, ouais, d'accord. C'est terrible vos affaires d'assistant parlementaire, mais moi aussi, on pourrait m'avoir sur le... Mais bon, je suis à la retraite dans deux ans. Donc, discussion surréaliste, mais absolument surréaliste qu'il a eu avec le député pour lequel je travaillais. Donc une partie, vous savez, Bruxelles, c'est 5, 5, 90. 90 % de LPH, là par hasard. 5 % de fanatiques, 5 % de salopards. Point. Donc 90, 5, 5. Les mecs qui encaissent et qui savent très bien que c'est fini. Les mecs à l'agent 4 Mers qui sont des fanatiques. Bon, alors eux, c'est... eux, c'est... comment dire ? Eux, ils attraperont la barre du Titanic une fois sous l'eau. Donc, en disant, on va remonter. Et tout le reste, c'est des oligarques d'Europe de l'Est. Je suis là parce que papa m'a donné... papa m'a donné ça après avoir vendu le pays à la fin de l'Union soviétique. Bon, j'avais le choix entre ça et une Gameboy, j'ai pris ça. Donc, non, mais véridique, faut y avoir été dans l'après-monde. Or, il y a ce scénario -là sur lequel il compte, c'est -à-dire à la fin, nous les dégoûterons de parler, l'énergie vitale va quitter les peuples européens, ils vont crever, mais nous, c'est pas grave. Du moment qu'on est au-dessus de la ligne de flottaison, tout ira bien. Ça, c'est le premier point. Ensuite, il y a vraiment, et tu l'as très bien dit, Geoffrey, il y a deux scénarios. Soit un pays majeur, alors pays majeur, faut qu'on s'entende. Il y a le pays majeur en termes de rentabilité et le pays majeur en termes de soutenabilité. Je le dis, je le dis sous le contrôle de Philippe, la Grèce aurait pu, si elle se barrait, flinguer l'euro. Pays majeur à l'instant T en termes de soutenabilité, tout simplement, parce que quand on a la menée la plus malade du monde, il suffit qu'il y en ait un qui se barre pour que tout se détricote. Et sinon, c'est un problème budgétaire, c'est -à-dire tous les pays, que soit sur lesquels Bruxelles compte, parce que je vous rappelle, l'UE ne produit rien. Enfin, elle produit des normes avec votre pognon. D'accord, mais c'est vous qui payez quand même, si vous voulez, vous êtes, comment dire, vous payez l'orchestre, mais pas la musique, cocu, mais pas content. Donc, ce qu'il faut bien avoir en tête, c'est que si un pays qu'on appelle contributeur net, alors c'est très simple, tout ça se fait sous le pire, c'est le cocu du contribuable français, parce que lui, il perd à tous les étages. Le contribuable allemand était gagnant, parce que oui, il était contributeur net, mais c'était pour soumettre le continent à lui. Maintenant que c'est en train de se retourner, une partie des contribuables allemands se dit, bon, on n'est plus aussi gagnant qu'avant, particulièrement dans l'ancienne zone post-soviétique. Vous allez avoir le cas italien. Même problème, le cas néerlandais. Je vous rappelle que les batavers, question fiscalité, faire bourse commune avec les peuples du Sud. Moi, bon, je vous rappelle quand même que c'est le vis-à-vis fiscal de l'Angleterre sur le continent depuis des siècles, hein, Amsterdam. Donc ça, chacun de ces pays se barre. Le jeu s'arrête. Alors évidemment, vous allez avoir un traître français pour dire non, non, mais la France va à la place de machin, puis à la place de truc, et puis à la fin plus rien. Ça, je pense que c'est un scénario qui est extrêmement possible. Je pense, pour ce qui est du scénario actif, là, le système joue la dernière génération européiste. On va être très clair, le sentiment frénétique est à 30%, toute classe d'âge confondue, sauf les 65 ans et plus. Or, ce qu'il ne veut pas dire, c'est un fait de loi tendancielle. S'il ne vous touche pas personnellement, si vous avez plus de 65 ans, on vous aime, il n'y a pas de problème. Donc, non mais, pour les mal comprenant. Donc, ce qu'il faut avoir en tête, c'est que les retraités qui vont arriver seront plus pauvres. Tout simplement parce que l'UE les a déjà plumés. Une partie des retraités qui le sont déjà vont être plumés. Et d'ailleurs, M. Lombard, alors lui, je ne sais pas ce qu'il y a de pire, le nom, l'incompétence, la tronche, il y a quelque chose chez ce type -là de malsain. Et il dit, oui, mais on va les faire participer. Alors, les faire participer, ça veut dire ma main vos poches, translation. D'accord ? Voilà, c'est ça la participation. Avant, il y avait la participation gaulienne, maintenant, il y a la participation Lombard. Vous me direz laquelle des deux vous préférez à la fin. Et donc, comme il joue la dernière génération européiste, le système va tenir ou pourrait tenir, sauf les

événements extérieurs à la campagne majeure pour s'être présidentiel. Ensuite, l'UE va parler à de moins en moins de gens. Et nous sommes en train d'éduquer une partie de la jeune génération. Aussi, parce que, je le dis, moi je suis de 86, nous sommes des enfants de la mondialité. De la mondialité. Et la mondialité nous a renvoyé à la France. Moi, c'est par rapport à mes goûts, soit l'Asie et autres, que je me suis dit quand même la France c'est très grand dans l'il des autres. Si vous voulez, le sentiment européen lui-même est en train de se dissoudre dans toute une partie de nos générations. Ça, c'est très net. Or, ce qu'il faut bien avoir en tête, c'est que, évidemment, le Frexit Active va devenir de plus en plus jouable. Et le pire, c'est que vous verrez les traîtres arriver à la fumée des cierges pour vous dire, j'ai toujours été un agent dormant. Bruno Le Maire, mais pire que ça, Michel Barnier, Michel Barnier, Michel Barnier, l'abomination de la désolation, quand il commence à jouer le français. Non mais vraiment, c'est encore pire que Sarkozy qui dit « abution », apprend moi à parler France. Barnier le souverainiste. Si vous voulez celle-là, on ne l'avait pas vu venir. Donc, vous voyez ce que je veux dire. C'est que ce scénario-là, pour l'instant, le scénario d'une sortie d'un état stratégique est le scénario le plus probable. Mais le scénario du Frexit Français Active est celui qui monte et qui ne va pas arrêter de monter. Vous êtes une avant-garde, vous devez en être conscient. Or, ultime point, ultime point. Alors, la Grande-Bretagne, d'un certain côté, là je vais mettre un petit bémol sur mon anglophilie, ma brexitophilie, le peuple britannique a remporté une superbe guerre et est en train de la remporter encore plus tous les jours. Mais, si, imaginez, il y avait une classe politique patriote qui avait pris le bérexit dès le début, la Grande-Bretagne serait tellement devant nous. C'est horrible ce que je vais dire parce que je ne le souhaite pas de mal, absolument aucun, bien au contraire. Mais d'un certain côté, ils ont eu le temps d'affronter leurs traîtres, ce qui fait qu'on est encore hors dans la course parce que nous, on commence à peine à affronter les nôtres. Donc, si vous voulez, le problème de l'UE, c'est que la prime de sortie est la plus lourde selon que vous sortez en premier. Ce n'est pas winner take all, mais si vous sortez le premier et que vous le jouez bien, la carotte est lourde, si vous sortez le dernier, c'est le problème de la grivellerie quand tous vos copains se sont barrés sans payer. L'addition est peut-être la plus lourde si vous êtes le dernier. Il ne faut pas que la France soit la dernière à dire celui qui sort éteint la lumière.

Merci beaucoup, Pierre-Yves, pour cette conclusion puisque l'on arrive au terme de cette table ronde. J'espère qu'elle vous aura intéressé. Vous pouvez faire un tonnerre d'applaudissements à tous nos intervenants. Merci. D'ailleurs, je précise que chacun ici est en hauteur également. Vous pourrez les retrouver à côté pour acheter leurs ouvrages et recevoir des signatures. Ensuite, on va laisser place ici à la conférence d'Idrisa Verkane. Je vous remercie.